

*Les crédits*

C'est un domaine où, en toute honnêteté, le gouvernement fédéral a, en ce qui concerne les femmes, une très bonne fiche. Au cours des dernières années, le nombre de femmes dans des postes de gestion s'est accru de 50 p. 100. Je constate des progrès réels à cet égard.

**Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby):** Monsieur le Président, je suis heureuse de pouvoir prendre part à ce débat consacré au budget et à ses répercussions sur les femmes au Canada.

Malheureusement, ce budget est dans la même lignée que les précédents que le gouvernement a présentés, car il fait porter le fardeau de la réduction du déficit à ceux qui en sont le moins responsables et qui sont le moins en mesure de payer. C'est hélas une tendance qui se maintient.

Le budget fait du tort aux femmes, surtout aux femmes pauvres qui ont des enfants. Il met un terme au régime universel des allocations familiales et le remplace par un régime à deux volets qui tient compte du revenu. Au lieu de donner le maximum aux pauvres, le gouvernement, à bien des égards, revient à cette notion victorienne dépassée qui consiste à classer les gens, y compris les enfants, dans deux catégories, les pauvres qui sont méritants et ceux qui ne le sont pas.

C'est une insulte que de faire deux catégories d'enfants, ceux dont les parents ont un emploi et ceux dont les parents n'ont pas d'emploi. C'est une insulte de récompenser les enfants dont les parents ont un emploi en leur versant ce modeste supplément de 500 \$. C'est encore une insulte de qualifier d'incitation au travail ce geste bizarre.

Comment se fait-il que le gouvernement ne comprend pas que la faim et les privations sont en soi des incitations au travail? Par sa mauvaise gestion, le gouvernement a provoqué la récession et l'a aggravée, si bien que 1,5 million de Canadiens se retrouvent sans travail.

Une fois de plus, dans ce budget, le gouvernement a fait des compressions dans les programmes de formation destinés aux assistés sociaux. Le gouvernement a abandonné le million d'enfants qui ont besoin de services de garderie.

Sans garderies, les parents pauvres ne peuvent pas aller sur le marché du travail. Ils ne peuvent pas conserver d'emploi. Les pauvres que je connais et que j'ai rencontrés veulent des emplois, de la formation ainsi que des services d'enseignement et des garderies pour leurs enfants. On les pousse plutôt au désespoir. Parmi ces pauvres, 60 p. 100 sont des femmes

• (1120)

Lorsque le gouvernement prétend que les parents pauvres ne travaillent pas parce qu'ils sont paresseux ou manquent de motivation, il dit en fait que les femmes ayant des enfants sont paresseuses. Il n'a pas idée à quel

point il est difficile de s'occuper des enfants et de les élever.

Comme jeune mère, j'ai peiné pour m'occuper d'un enfant de deux ans qui était toujours malade et de jumeaux nouveaux-nés. Je sais à quel point il est difficile de rester à la maison, avec des ressources limitées, et d'essayer de donner le maximum à ses enfants. Le gouvernement a rendu les choses beaucoup plus difficiles pour les femmes qui essaient d'élever des enfants en réduisant les ressources dont elles peuvent se prévaloir.

Comment le gouvernement ose-t-il qualifier la lutte quotidienne de ces femmes de paresse? Beaucoup de députés fédéraux ne comprennent malheureusement pas ce que vivent ces femmes. Ils n'ont aucune idée de ce que c'est que de faire la queue dans une banque d'alimentation avec des enfants qui pleurent pendus à ses jupes; cela suffit pour qu'on veuille travailler. Cela, et le fait de voir ses enfants grandir en étant privés des choses ordinaires dont bénéficient les autres enfants et de les voir se préparer à devenir de futurs décrocheurs.

Au cours de ses observations, la ministre a dit à quel point les femmes réussissent mieux aujourd'hui qu'avant dans nos établissements d'enseignement, et il est vrai que davantage de femmes poursuivent des études postsecondaires de nos jours, mais nous savons tous ici que 30 p. 100 des enfants qui fréquentent l'école au Canada ne finissent pas leurs études. Trente pour cent des jeunes ne terminent pas leurs études secondaires. Cela suffit pour qu'on veuille travailler. Lorsqu'on a l'impression que le monde va s'effondrer si l'on ne change pas soi-même sa situation et celle de sa famille, on veut travailler.

Rien qu'une fois, je voudrais pouvoir enlever aux ministres d'en face leur argent, leur instruction, leur formation et leurs relations pour les voir vivre avec le revenu dont disposent beaucoup de gens au Canada et beaucoup de femmes qui élèvent seules des enfants. Peut-être se décideraient-ils alors à présenter une politique de ce genre. Je pense qu'ils prendraient conscience de la réalité et seraient peut-être plus attentifs aux besoins des femmes, des enfants et des pauvres de la société.

La ministre a également parlé de la nouvelle prestation pour enfants. Eh bien, les plus pauvres n'y ont pas droit. Seuls ceux qui gagnent entre 10 000 \$ et 20 000 \$ toucheront le supplément de 500 \$. Ceux qui ne gagnent que 3 750 \$ ne toucheront pas un cent supplémentaire. Comment peut-on élever des enfants à l'aide d'un maigre revenu de 4 000 \$ par année? La prestation en tant que telle n'est pas indexée. Chaque année, la prestation va diminuer jusqu'à ce qu'un beau jour, elle disparaisse complètement.